

Il est temps pour que les dépôts bancaires soient 100% sûrs, et c'est facile

Il est parfois utile de simplifier les choses, et la banque est un bon exemple. Depuis bien longtemps, la réglementation bancaire est devenue de plus en plus sophistiquée, avec des règles concernant la gestion d'actifs, l'obligation de conduire des tests de stress et la mise au point de 'testaments' à mettre en œuvre en cas d'effondrement. Ces mesures sont toutes utiles. Mais, avec la crise récente, on vient de voir qu'elles ne parviennent pas à éviter des crises dangereuses. La discussion porte maintenant sur l'adoption de nouvelles règles et sur une amélioration de la supervision, ajoutant encore une fois des couches de réglementation aux couches précédentes, toujours conçues pour éviter la dernière crise en date. Mais qu'est-il prévu pour la prochaine crise ?

Au risque de trop simplifier, on peut observer que les crises bancaires sont dangereuses parce qu'elles menacent un grand nombre de spectateurs innocents. Tout le monde, ou presque, dispose d'un compte bancaire, qui est utilisé quotidiennement pour régler les courses. En ce sens, les comptes bancaires sont une sorte de service public. Ce rôle des banques représente un véritable service public. La plomberie qui assure les paiements à partir des comptes bancaires fonctionne plutôt bien, et c'est la raison pour laquelle les cryptomonnaies n'arrivent pas à décoller. Ce qui fonctionne moins bien, c'est que les crises bancaires restent inévitables, parce que les autres activités des banques sont risquées. Tout risque dont la probabilité est positive finit par se produire si l'on attend suffisamment longtemps. Faire en sorte que les banques qui prennent des dépôts aient un risque nul de faillir devrait être l'objet de la prochaine réforme, et c'est facile. Il suffit que les banques de dépôts n'utilisent plus l'argent qu'elles collectent pour faire des prêts. Cette activité, aujourd'hui routinière, consiste à faire de la transformation de maturité car les dépôts peuvent être retirés à tout moment alors que les prêts ne seront remboursés que plus tard. La transformation de maturité est fondamentalement risquée parce qu'une banque qui fait face à des retraits massifs ne peut pas survivre.

Rendre les banques de dépôts 100% sûres n'est pas prévu à ce stade parce que la plupart des gens considèrent que la transformation de maturité est la raison d'être des banques. Dans ces conditions, il convient de peaufiner les règles pour réduire les risques de crise et rendre les banques plus résilientes. De plus, la garantie des dépôts, jusqu'à une certaine limite, protège les spectateurs innocents. Pourtant, la dernière crise a montré, une fois de plus, que même les déposants entièrement assurés se précipitent pour vider leurs comptes lorsqu'ils paniquent, à tort ou à raison. On s'est aussi aperçu que nombreux sont les déposants qui détiennent plus que la part assurée et que, bien sûr, ils se précipitent pour récupérer leur argent au moindre signal inquiétant. En théorie, ces derniers sont censés surveiller la santé de leurs banques, mais ils ne le font pas. En pratique, ils ne peuvent pas le faire, sauf si les superviseurs le font pour eux et rendent public leurs informations, ce qu'ils ne font pas, et probablement ne peuvent pas faire. De toute façon, quelle que soit la qualité de la réglementation et de la supervision, n'importe quelle banque peut faillir.

La seule solution définitive est de faire en sorte que le service public des dépôts bancaire soit parfaitement sûr, avec une probabilité d'échec de 0%. Pour cela, il suffit d'éliminer la transformation de maturité, en exigeant que la totalité des fonds récoltés soient investis dans des actifs liquides et sûrs, comme des dépôts auprès de la banque centrale ou des bons du trésor de très courte maturité. C'est ce qui définit les 'banques étroites', une idée avancée depuis près d'un siècle et défendue par des économistes célèbres comme Irving Fisher ou

Milton Friedman. Une masse de travaux a été consacrée aux banques étroites, mais aucune ne semble avoir vu le jour. Cette idée est largement rejetée pour deux raisons principales.

La première est que ce n'est pas une activité profitable. Les placements sûrs et liquides sont peu rémunérés alors que la gestion des comptes et des paiements est onéreuse. C'est peut-être plus profitable maintenant que les banques centrales servent des intérêts sur les comptes des banques commerciales. Si ce n'est pas suffisant, les banques étroites peuvent être subventionnées. Une autre option est que ce soit une entité publique qui fournisse ce service, mais ce n'est probablement pas une bonne idée. Une entreprise publique est presque toujours moins efficace, et donc plus coûteuse, que des entreprises privées mises en concurrence. Le niveau des subventions pourrait être choisi pour assurer une saine concurrence.

Une autre raison pour rejeter l'idée de banque étroite est qu'une part importante de l'épargne privée ne serait pas recyclée pour financer les besoins d'investissement productif. Cet argument est probablement erroné. Les banques étroites coexisteraient avec des banques 'normales', qui collecteraient une part des dépôts, qui ne seraient pas assurés et qu'elles rémunéreraient, et elles feraient la transformation de maturité. Ces banques opéreraient comme les banques actuelles, soumises au même type de réglementation et de supervision que maintenant. Leurs déposants sauraient qu'ils prennent des risques et d'éventuelles faillites n'auraient pas d'effet systémique comme lorsque des millions de spectateurs innocents sont atteints. En fait, il n'y aurait pas de spectateur innocent.

L'épargne serait-elle réduite ? Depuis l'ère d'assouplissement quantitatif, les banques centrales ont appris à fournir aux banques des quantitatifs de liquidités tout en gardant le contrôle des taux d'intérêt. Elles pourraient prêter aux banques normales ce qu'elles reçoivent en dépôt de la part des banques étroites.

En 1933, les États-Unis ont adopté la loi Glass-Steagall qui séparait banques de dépôts et banques d'investissement, mais autorisait les banques de dépôts à faire des prêts à leurs clients. La loi a été abrogée en 1999. Une autre idée est de laisser les banques recevoir des dépôts et d'investir comme elles le souhaitent à condition d'établir une muraille de Chine entre ces deux activités. Ces approches ne garantissent pas que les dépôts soient sûrs à 100%. Elles partent de l'idée selon laquelle les dépôts sont un moyen pour les banques d'avoir accès à des ressources stables et bon marché. Les dépôts ne sont pas stables car ils sont sujets à panique. Certes, ils sont meilleur marché que des emprunts auprès de la banque centrale, mais c'est parce que les banques utilisent la concurrence monopolistique pour ne pas offrir des intérêts décents à leurs dépositeurs. Elles utilisent des dépôts bon marché pour subventionner leurs activités risquées. Cette manière d'opérer est inefficace car elle va à l'encontre du principe largement admis que le risque doit être rémunéré au cas par cas, et non pas au niveau agrégé.

Les propositions en faveur des banques étroites fleurissent après les crises bancaires, parce que nous nous demandons alors comment éviter que ça recommence. Elles sont ensuite ignorées parce que, à chaque fois, la réaction instinctive est de vouloir améliorer la réglementation en vigueur. Et, chaque fois, le risque de panique bancaire reste positif. Après la crise de 2008, le gouverneur de la Banque d'Angleterre de l'époque, Mervyn King, avait déclaré que les banques devraient devenir « ennuyeuses ». Sans aucun doute, les banques étroites seraient ennuyeuses, mais elles coexisteraient avec des banques normales toujours aussi excitantes.